

Retour aux enseignements de Pierre MENDES : bilan de la première décade de mesures budgétaires après la crise économique de 2008

Back to Pierre Mendes' work: assessment of the budgetary measures' after the 2008 economic crisis

Mamadou DIOP

Maitre de conférences en Economie, Ecole Supérieure Polytechnique
Université Cheikh Anta Diop de Dakar

Abdoulaye TRAORE

Docteur en Sciences économiques, Enseignant Associé à l'Ecole Supérieure
Polytechnique,
Université Cheikh Anta DIOP de Dakar

Date de soumission : 24/06/2024

Date d'acceptation : 05/08/2024

Pour citer cet article :

DIOP.M & TRAORE.A (2024) « Retour aux enseignements de Pierre MENDES : bilan de la première décade de mesures budgétaires après la crise économique de 2008 », Revue Française d'Economie et de Gestion «Volume 5 : Numéro 8 » pp : 329 – 348.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

Ce papier se fixe pour objectif d'évaluer l'efficacité de la politique du gouvernement français dans un contexte de déficit et de dette qui sont considérés comme excessifs au sens du Traité de Maastricht. En se concentrant sur quatre catégories de dépenses publiques et les impôts, ce papier montre, à partir de modèles à correction d'erreur, que les multiplicateurs budgétaires sont devenus négatifs. Par conséquent, les politiques de relance keynésiennes ne sont plus appropriées à court terme. Que le Gouvernement cible les dépenses primaires, les dépenses courantes, les dépenses de fonctionnement ou les prestations sociales, leur impact est négatif sur l'activité économique à court terme. Les résultats indiquent également qu'une augmentation de 1% des investissements publics entraîne à long terme une augmentation du PIB potentiel de 1.4%. Face à une politique budgétaire inefficace à court terme, des choix rationnels et cohérents sont nécessaires, comme le recommandait Pierre Mendès France (1953) : « Gouverner, c'est choisir, si difficiles que soient les choix. Choisir ne veut pas dire forcément éliminer ceci ou cela, mais réduire ici et parfois augmenter cela ». Cette étude souligne la nécessité de faire des choix rationnels en matière de mesures de finances publiques, notamment dans le cadre de la coopération internationale, du secteur social et aussi dans la gestion du Parlement de la 5e République dont ses effectifs pléthoriques sont sans commune mesure avec les possibilités financières de l'État dans un contexte de forts déséquilibres économiques.

Mots clés : Pierre MENDES, Politique budgétaire, dépenses publiques, déficit public, croissance économique.

Abstract

This paper aims at assessing the effectiveness of the government's policy in France in a context marked by a deficit and excessive debt in the meaning of the Maastricht Treaty. By targeting 4 categories of public spendings and taxes, this paper shows, from error - correcting models, that budget multipliers have become negative in France and thus Keynesian - inspired stimulus policies are no longer at stake. Whether the government targets primary spendings, current spendings, operating expenditures or welfare, their impact is negative on short-term economic activity. The results also show that a 1% rise in public investments leads to a potential GDP increase of 1.4%. Thus, face to an inefficient short-term budgetary policy, some rational and coherent choices are required such as Pierre MENDES FRANCE (1953) recommended: "To govern is to choose, however difficult the choices may be. To choose doesn't necessarily means to eliminate this or that but to reduce here and increase there". This paper justifies the need to make rational choices in terms of public finance measures, particularly in the context of international cooperation, of the social sector and also in the management of the Parliament of the Republic. Their plethoric numbers are highly over the financial possibilities of the State in a context of strong economic imbalances.

Key words: Pierre MENDES, fiscal policy, public spending, public deficit, economic growth.

JEL Code: C2, C5, E6,

Introduction

La crise économique de 2008 a mis en évidence les limites de la capacité du Gouvernement à rétablir l'équilibre des finances publiques. Après dix ans de mesures d'austérité axées sur le budget de l'État, un bilan s'impose : le taux de chômage est passé de 7,8% en 2008 à 9,1% en 2018 et la dette publique est passée de 68,1% en 2008 à 98,4% du PIB en 2018, soit une augmentation de 30,3 points en dix ans. Bien que Keynes ait montré, lors de la crise de 1929, que le soutien à la demande effective par un creusement du déficit budgétaire permet de relancer l'économie et de lutter contre le chômage, la communauté des économistes reste aujourd'hui partagée face à cette théorie de la relance, compte tenu des déséquilibres profonds causés par la récente crise.

Les efforts engagés par le Gouvernement depuis 2008 n'ont permis de réduire ni le taux d'endettement ni le taux de chômage. Comme le soulignait Pierre Mendès en 1953 « si l'enjeu ne peut plus être ignoré, si l'urgence de l'action est devenue évidente, l'incertitude subsiste dans les esprits sur la nature de l'action à entreprendre. »

Les difficultés du gouvernement français sont liées aux multiples actions à entreprendre dans un contexte d'endettement très élevé et de conjoncture internationale défavorable : réformes sociales, réforme des finances locales, réforme de l'Administration régionale de l'État, réformes du système éducatif, restructuration des dettes, rénovation des infrastructures, participation à des opérations militaires au niveau international, amélioration des politiques de développement des départements d'outre-mer, lutte contre le terrorisme, aides aux immigrés, équilibre des finances publiques, développement de la recherche et de l'innovation pour renforcer la compétitivité des entreprises exportatrices etc. Ces réformes ne demeurent pas sans conséquences sur la situation financière de l'État. En effet, la règle des finances publiques implique que toute dépense publique supplémentaire doit être financée, soit par une hausse des impôts et taxes, soit par une hausse de la dette publique que les générations futures devront payer.

En 2018, les dépenses publiques en France représentent 57,5% du PIB, faisant ainsi de ce pays, vice-champion du monde de la dépense publique derrière la Finlande. A l'heure d'une véritable politique d'assainissement des finances publiques, des choix rationnels s'invitent dans la gestion des affaires de l'État. Le Gouvernement ne peut pas tout faire, d'où cette expression de MENDES en 1953 : « **Gouverner, c'est choisir, si difficiles que soient les choix** ». La lutte contre le chômage nécessite certes, une importante création de richesses ; mais, face à des ressources limitées et un déficit budgétaire élevé au sens du traité de Maastricht, il devient

important pour le Gouvernement de transférer l'effort de l'improductif au productif, du moins utile au plus utile. Et telle doit être la règle d'or du redressement économique en France. Partant de ce contexte, nous nous posons la question suivante : « **la politique budgétaire s'est – elle améliorée suite aux mesures et réformes entreprises par le gouvernement à la suite de la crise économique ?** »

Cette étude se fixe pour objectif d'évaluer l'efficacité de la politique budgétaire sur l'activité économique à court et long terme dans un contexte marqué par un endettement et un déficit excessifs. L'intérêt de cette étude est de permettre aux autorités de savoir s'il est toujours opportun de mener une politique d'inspiration keynésienne pour relancer l'économie française et améliorer les choix de politiques économiques face aux différents déséquilibres. Ce papier s'articule autour de trois parties. La partie 1 procède à un diagnostic des finances publiques en France. La partie 2 est consacrée à la revue de la littérature. Enfin, la partie 3 expose la méthodologie empirique et ainsi que les résultats des estimations.

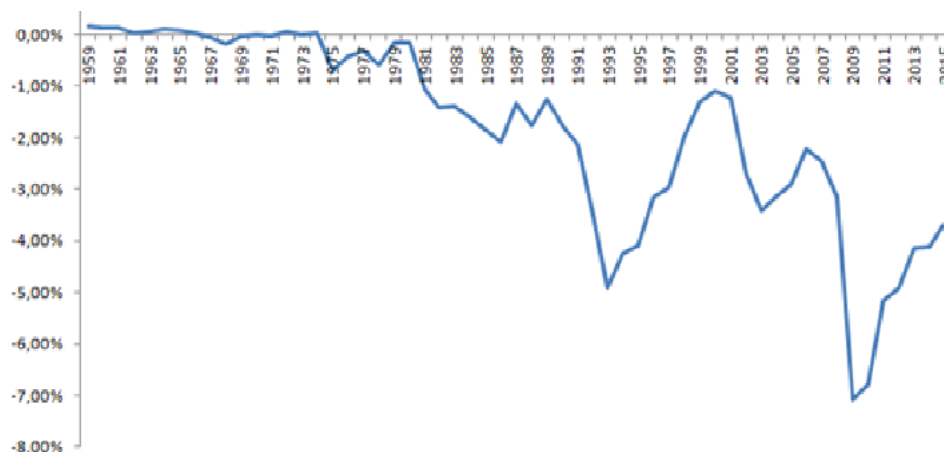
1. Un diagnostic de la situation des finances publiques

Pour mieux analyser l'efficacité des dépenses publiques, nous allons examiner l'évolution des soldes budgétaires, puis la croissance des dépenses publiques et des recettes dans le passé.

1.1 Evolution des soldes de finances publiques : solde effectif et solde primaire

La politique d'austérité budgétaire entamée par le Gouvernement depuis 2009 devrait permettre de corriger les déficits publics « excessifs » au sens du traité de Maastricht. Selon ce traité, le déficit public est considéré comme excessif dès qu'il dépasse le seuil de 3% du PIB. Examinons, à présent, l'évolution du solde budgétaire effectif en France de 1959 à 2015.

Figure 1 : Evolution du solde budgétaire effectif de la France en % du PIB de 1959 à 2015

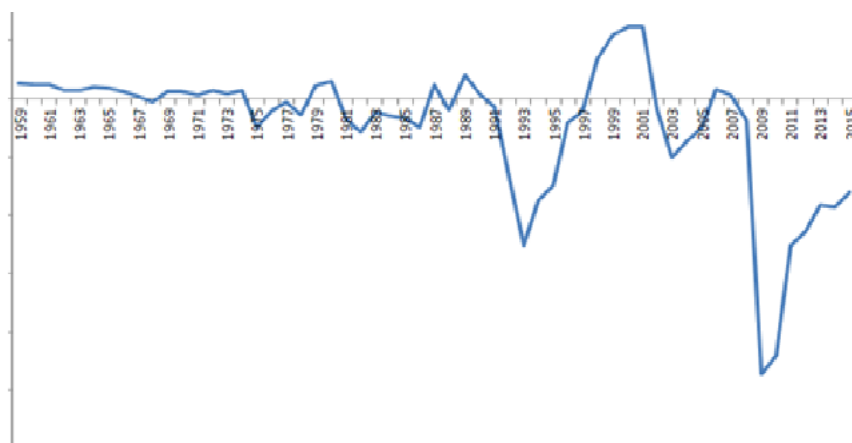


Source : INSEE, 2016

Ce graphique montre que le solde effectif des finances publiques de la France est resté déficitaire depuis 1975. Cette tendance a commencé après le premier choc pétrolier de 1974, qui a eu des conséquences néfastes sur la situation économique et financière du pays. De 1990 à 2000, le déficit budgétaire moyen a été de 3,83% du PIB. Il est passé à 4,07% entre 2000 et 2010. Entre 2010-2015, le déficit public a représenté en moyenne 5,2% du PIB ; ce qui est considéré comme « excessif » selon le Traité de Maastricht.

En isolant les dépenses d'intérêt de la dette publique, nous obtenons ainsi un solde primaire qui va permettre de savoir si les gouvernements font de la cavalerie financière en remboursant les intérêts d'aujourd'hui par de nouvelles dettes. Pour y voir plus clair, nous allons représenter graphiquement le solde primaire en pourcentage du PIB.

Figure 2 : Evolution du solde primaire de la France de 1959 à 2015 en % du PIB



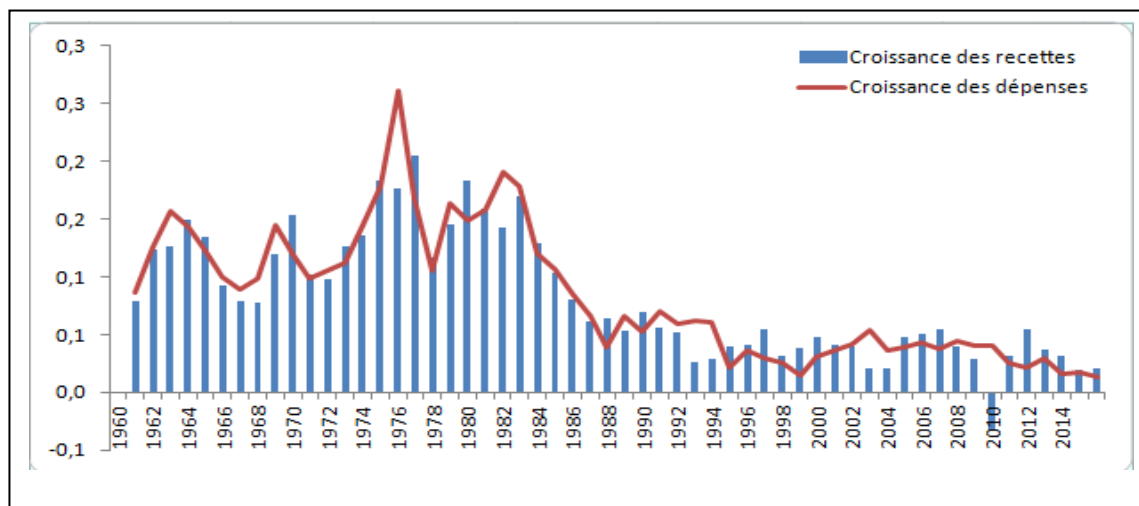
Source : INSEE, 2016

De 1959 à 1991, le solde primaire présente une évolution relativement stable en moyenne. Depuis la crise économique de 2008, le solde primaire des finances publiques apparaît négatif, ce qui signifie que les dépenses primaires de l'État dépassent largement les recettes budgétaires. Le Gouvernement est donc obligé de s'endetter pour payer les intérêts de la dette. Cette situation s'explique par l'irréversibilité des dépenses primaires et la situation conjoncturelle défavorable qui a entraîné une perte considérable de recettes. Selon le rapport Champsaur et Cotis (2010), la France a connu durant cette période un redressement des finances publiques en raison de déficits très importants. Ce rapport attire l'attention sur le fait que les périodes de haute conjoncture n'ont pas été utilisées à bon escient pour réduire sérieusement les déficits publics, contrairement à d'autres nations.

1.2 L'évolution des dépenses publiques et des recettes dans le passé

Examinons la croissance des dépenses publiques et des recettes fiscales en France de 1960 à 2015.

Figure 3 : Comparaison de l'évolution des recettes et des dépenses de 1959 à 2015



Source : INSEE, 2016

En moyenne, la croissance des dépenses budgétaires est plus rapide que celle des recettes totales sur la période étudiée. L'évolution des dépenses dans le passé est considérée comme une des raisons qui rendent difficile la politique d'austérité budgétaire. La progression continue des dépenses publiques peut s'expliquer par quelques approches économiques :

- **Développement de l'industrialisation en France et taux de chômage.** Entre 1959 et 1990, la croissance continue des dépenses publiques en France trouve son origine principale dans l'intensification des activités de l'État, qui est lui-même commandé par le développement économique. L'essor de l'industrialisation a entraîné une plus grande complexité de la vie économique et sociale, nécessitant des services spécifiques tels que l'éducation, la santé, la culture. De plus, l'industrialisation a exigé également de nouveaux investissements que seul l'État pouvait prendre en charge comme la construction de réseaux routiers, de voies ferrées et de nouvelles lignes de TGV ;
- **Effet de déplacement des dépenses publiques** Les dépenses publiques ont tendance à augmenter durant les périodes de récession ou de crise économique. Une fois cette situation terminée, il devient difficile de faire redescendre les dépenses publiques à leur niveau initial. Cet effet de non-réversibilité des dépenses publiques a été démontré dans la théorie économique par Peacock et Wiseman ;
- **Dépenses de transferts et prestations.** L'évolution des dépenses est également liée à l'importance des dépenses de transferts et prestations. Entre 1968 et 1984, ces dépenses ont

connu une croissance significative de 14,87 % en moyenne. De 1985 à 2015, malgré les chocs défavorables qu'a connus le pays, l'évolution des dépenses de transferts et prestations est restée stable, tournant autour de 4,52% en moyenne. En l'absence d'une véritable politique d'accompagnement de l'État, ces dépenses ne peuvent diminuer à terme.

1.3. Les politiques pro-cycliques restrictives

Un budget peut avoir pour objectif d'atténuer le cycle économique, mais s'avérer pro-cyclique ex-post, car entre le moment où il est voté et celui où il est exécuté, un retournement non prévu de la conjoncture est toujours possible. La rapidité de l'action gouvernementale est d'une nécessité absolue durant les périodes de crise économique. Quatre arguments peuvent être avancés pour expliquer le caractère pro-cyclique de la politique budgétaire en France :

- il existe des politiques qui influencent significativement la conjoncture, mais répondent à des objectifs qui sont sans rapport avec la gestion du cycle économique puisqu'elles sont poursuivies quelles que soient les circonstances ;
- les plus-values fiscales servent en général, à la réduction des impôts ou à l'engagement de nouvelles dépenses inscrites au budget ;
- les politiques de restriction budgétaire sont envisagées par les gouvernements, soit pour limiter la dégradation du solde public dans les périodes de mauvaise conjoncture, soit pour consolider les finances publiques durant les phases de reprise économique très fragiles ;
- les politiques budgétaires expansives en bas de cycle viennent à contre-courant ou bien s'arrêtent de manière brusque.

2. Une brève revue de la littérature économique

L'expérience récente suite à la crise de 2008 montre que la puissance publique joue un rôle important dans l'économie nationale. Elle confirme que l'État n'est plus seulement un producteur de biens collectifs, mais aussi un investisseur, un entrepreneur, facteur de dynamisme économique. Cela justifie d'ailleurs l'existence des dépenses publiques importantes. Par conséquent, l'État a un rôle positif dans le processus de croissance économique. D'un autre côté, la réduction des dépenses publiques est souvent considérée comme un facteur explicatif de la croissance économique.

Modison et Schwartz (1991) montrent que le financement des dépenses de l'État par des prélèvements fiscaux entraîne une réduction des investissements privés et des profits du secteur privé. Ils concluent que les dépenses publiques, même si elles accroissent les revenus des ménages démunis par la voie des transferts, ont un effet négatif sur la croissance économique en raison de l'effet d'éviction. Tullock et Grier, sur un échantillon de 115 pays, avaient abouti

en 1989 à la conclusion que les dépenses publiques ont un effet négatif sur la croissance économique.

Knelly et al. (2000), dans leurs travaux, avaient fait remarquer que la non prise en compte de la contrainte budgétaire du gouvernement pouvait rendre erronée la spécification du modèle. En prenant en compte toutes ces considérations, les auteurs du modèle du MENA ont exprimé le taux de croissance du PIB par tête (Y_{ti}) en fonction des variables explicatives suivantes : le taux de croissance du PIB par tête décalé ($Y_{i,t-1}$) le ratio d'investissement privé (RIP) au PIB et l'indice des prix à la consommation (P), le ratio des dépenses courantes au PIB (RDC), le ratio des dépenses en capital au PIB (RDEC), le ratio du Solde Budgétaire au PIB (RSB). Le modèle de base du MENA est donné sous la forme suivante :

$$\Delta \ln y_{ti} = \lambda_0 + \lambda_1 \ln y_{t-1} + \lambda_2 \ln RIP_{ti} + \lambda_3 \Delta \ln P_{ti} + \lambda_4 \ln RDC_{ti} + \lambda_5 \ln RDEC_{ti} + \lambda_6 \ln RSB_{ti} + \lambda_7 \ln RRB_{ti} + \theta_{ti}$$

$$\Delta \ln Y_{ti} = \lambda_0 + \lambda_1 \ln Y_{i,t-1} + \lambda_2 \ln RIP_{ti} + \lambda_3 \Delta \ln P_{ti} + \lambda_4 \ln RDC_{ti} + \lambda_5 \ln RDEC_{ti} + \lambda_6 \ln RSB_{it} + \lambda_7 \ln RRB_{ti} + \theta_{it}$$

t et i représentant respectivement le temps et le pays ; θ étant le terme d'erreur. Ils ont abouti aux conclusions suivantes : les dépenses en capital, les recettes budgétaires et le solde budgétaire sont positivement corrélés au niveau du PIB par habitant. En outre, l'investissement privé exerce un effet positif sur le niveau de croissance, tandis que, les dépenses publiques courantes ont un effet négatif sur celui-ci; ce qui rejoint la conclusion de Barro (1992) concernant les dépenses.

Une étude portant sur 39 pays à faibles revenus, menée par Gupta et al. (2005), a montré qu'il était plus intéressant d'examiner la composition des dépenses publiques pour mieux comprendre leur impact sur la croissance économique. Ainsi, les pays où les dépenses publiques sont principalement constituées de dépenses courantes (salaires, transferts) connaissent une croissance économique très lente, tandis que les pays où les dépenses en capital occupent une proportion plus importante des dépenses totales de l'État voient leur croissance économique plus rapide.

Selon Biales et al. (2007), l'État peut influencer sur le niveau de croissance en utilisant, de manière subtile, sa politique budgétaire. Pour ces auteurs, la réussite d'une politique budgétaire de lutte contre l'inflation dépend de deux paramètres essentiels : l'équilibre des finances publiques par une réduction du déficit budgétaire, notamment par une réduction des dépenses publiques et une hausse des recettes fiscales et le financement non monétaire du déficit budgétaire en

utilisant les autres moyens de financement disponibles (plus particulièrement, les emprunts) pour le reste de l'économie.

Cournède et al (2013) ont montré qu'en Belgique, la baisse des dépenses de fonctionnement de l'administration a une incidence négative sur le PIB à court terme, mais l'impact est positif à long terme. Selon ces auteurs, la réduction des dépenses consommation publique a un effet direct sur le PIB, ce qui explique son impact négatif. A long terme, les effets négatifs disparaissent de sorte qu'une diminution de ces dépenses entraîne en fin de compte des effets positifs dans l'économie. La hausse des impôts se traduit à court et long terme par des effets négatifs sur le PIB. Cela s'explique surtout par la diminution du rendement du travail qu'elle entraîne.

Selon Nautet et al (2014), l'austérité budgétaire peut être pénalisante à court terme, mais elle encourage l'activité économique à long terme. Pour ces auteurs, il est plus efficace à long terme, dans le cadre d'une politique d'austérité budgétaire, de réduire les dépenses publiques plutôt que d'accroître les recettes de l'État, pour autant qu'il ne s'agisse pas des dépenses les plus productives, tels les investissements. L'effet négatif à court terme des mesures d'austérité budgétaire sur l'activité économique peut être limité lorsque ces mesures visent à renforcer la confiance des agents économiques en mettant un terme à l'incertitude qui entoure la soutenabilité des finances publiques.

Cette analyse est confirmée dans les travaux de **Bédart (2015)**, qui souligne qu'une baisse des dépenses en proportion du PIB est moins susceptible de provoquer une récession qu'une augmentation des taxes et impôts et qu'elle a en réalité des effets positifs sur la croissance. La baisse des dépenses publiques a un effet négatif modeste sur l'activité économique du fait qu'il existe un court délai avant que la dépense privée ne prenne le relais de la dépense publique. L'austérité budgétaire peut cependant conduire à une diminution rapide des intérêts de la dette publique. Ces effets négatifs sur l'activité économique disparaissent au bout d'un an et à long terme, les effets positifs de l'austérité dominent largement au point d'engendrer une accélération de la croissance.

Afin de mieux cerner les effets sur l'activité économique de l'austérité budgétaire en France, nous allons mettre en place un modèle à correction d'erreur qui permet de mesurer l'impact à court et long terme d'une consolidation budgétaire et, surtout, d'identifier le délai nécessaire à la réalisation d'une croissance potentielle.

3. Méthodologie empirique et estimation

Pour rendre leur système budgétaire efficace, les pays de la zone Euro, dont la France est

membre, ont adopté des règles budgétaires dans le cadre du Pacte de stabilité de 1997. Ce pacte stipule que la dette publique des États est limitée à 60% du PIB et le déficit budgétaire à 3% du PIB. Au-delà de ces seuils, la dette et le déficit sont considérés comme excessifs. De plus, dans le cadre du renforcement du système de finances publiques, des pratiques de gestion basées sur les performances ont été instaurées par les autorités budgétaires qui mettent davantage l'accent sur les résultats auxquels aboutissent les dépenses publiques. En dépit de ces efforts, force est de constater qu'en France, les déséquilibres budgétaires sont considérés comme excessifs au sens du « Traité de Maastricht » : le déficit public était à 3.5% du PIB en 2016 et le ratio d'endettement à 98.5% du PIB. Dans ce contexte, il peut sembler important d'évaluer l'impact des instruments de la politique budgétaire sur la croissance économique à court et long terme de la France. Nous allons donc mesurer les effets d'une hausse des dépenses primaires, des dépenses de fonctionnement, des dépenses courantes et des impôts sur le PIB effectif et potentiel.

a. Analyse de la corrélation entre PIB et solde budgétaire primaire

En calculant sur les périodes 2000 – 2007, puis 2008 – 2015, le coefficient de corrélation linéaire entre le PIB et solde budgétaire primaire en France, on obtient les résultats suivants :

Tableau 1 : Corrélation entre PIB et solde primaire

	PIB et Solde primaire	
	2000 - 2007	2008 - 2015
Coeff. Corrélation	- 0,36	0,66
-	Croissance des dépenses totales	
	2000 - 2007	2008 - 2015
Moyenne quadratique	4,19%	2,40%
	Croissance des recettes totales	
	2000 - 2007	2008 - 2015
Moyenne quadratique	3,90%	2,90%

Ces résultats permettent de dégager les analyses suivantes :

- de 2000 à 2007, on observe un coefficient de corrélation négatif entre le niveau du PIB et celui du solde primaire, ce qui signifie qu'une augmentation du PIB se traduit par une baisse du solde primaire. Cette situation s'explique durant cette période par une progression des dépenses publiques plus rapide que celle des recettes totales. En calculant la moyenne quadratique sur la croissance de ces deux variables, on constate, en effet, que la moyenne quadratique sur la croissance de ces deux variables, on constate, en effet, que la moyenne quadratique des dépenses totales (4,19%) est supérieure à celle des recettes totales (3.90%) ;

- entre 2008 et 2015, les résultats montrent un coefficient de corrélation positif entre le PIB et le solde primaire. Cela traduit une évolution dans le même sens entre ces deux grandeurs. L'austérité budgétaire, lancée depuis la crise de 2008, est le facteur principal de cette évolution. En effet, entre 2008 et 2015, on peut observer que la croissance des dépenses publiques (2.4% en moyenne) est inférieure à la croissance des recettes fiscales.

Cependant, il est important de souligner que l'analyse de la corrélation ne permet pas de conclure à un impact positif du solde budgétaire sur le PIB. Elle indique juste l'intensité de la liaison entre ces deux variables sans préciser le sens de la causalité. Afin de mieux comprendre l'impact réel de la politique d'austérité budgétaire sur le PIB effectif, puis sur le PIB potentiel, nous allons développer un modèle dynamique à correction d'erreur.

b. Présentation et estimation du modèle

Dans cette sous-section, nous allons présenter plusieurs modèles économétriques afin de mieux cerner les effets de la politique budgétaire sur le PIB réel (**PIB**) de la France. Afin de respecter les enchaînements du modèle, on considère que les gouvernements ne peuvent agir que sur les instruments de politique budgétaire, notamment les dépenses publiques et les recettes budgétaires. Par rapport aux dépenses publiques, nous allons distinguer :

- les dépenses primaires (**DEP**) : elles sont obtenues en faisant la différence entre les dépenses totales dans le budget et les intérêts de la dette ;
- les dépenses courantes de l'Administration (**DEC**) : elles correspondent aux dépenses budgétaires sans les investissements publics ;
- les dépenses de fonctionnement (**DEF**) qui regroupent les salaires versés par l'État, les subventions, les dépenses d'entretien, de réparation et de maintenance des services publics, etc. L'intérêt de cette approche est de cibler les instruments budgétaires susceptibles d'impulser éventuellement la croissance économique et de lutter contre le chômage.

2.2.1 Test de stationnarité des séries du modèle

Nous allons commencer par étudier les caractéristiques des différentes séries, à savoir la stationnarité. L'étude des séries stationnaires est d'une importance capitale sur le plan économique dans la mesure où elle permet de comprendre les comportements de l'évolution d'un phénomène dans le temps. Selon **Gujarati (2004)**, lorsqu'une série est stationnaire, sa moyenne, sa variance et son autovariance demeurent identiques quel que soit le point auquel elles sont mesurées : autrement dit, elles ne varient pas dans le temps. Elle tendra à retourner à sa moyenne (appelée moyenne de retour) et les fluctuations autour de cette moyenne (mesurées par la variance) présenteront une amplitude généralement constante. Dans le tableau qui suit,

on fournit les résultats des tests de stationnarité Dickey-Fuller Augmenté (ADF) et de Philips Perron (PP) :

Tableau 2

LPIB	LDEPK	LDEPK	LDEPF	LINTERET	LDPRESTAT	LRECET	LIMPOT
I(1)	I(1)	I(1)	I(1)	I(1)	I(1)	I(1)	I(1)

Au vue des tests de stationnarité, on peut conclure que les séries de notre étude sont stationnaires en différence première. Elles sont donc intégrées d'ordre 1. Nous pouvons à présent passer au test de cointégration de Johansen.

2.2.2 Test de cointégration de Johansen

Puisque nos modèles comportent plus de deux variables, nous allons recourir à la méthode de **Johansen** pour tester la cointégration entre les séries ; la technique d'**Engle-Granger** ne pouvant donc être utilisée. Il s'agit ainsi de tester le rang de cointégration.

Ce test est possible quel que soit l'ordre d'intégration des variables. L'intérêt de la cointégration au plan économique peut se résumer comme suit : elle permet de voir s'il existe une relation de long terme entre les différentes séries et s'il est possible de relier le comportement de court terme du PIB à sa valeur de long terme. Nous allons ainsi tester le rang de cointégration. Lorsque celui-ci est nul, il n'existe pas de relation de cointégration. Lorsqu'il est supérieur ou égal à 1, cela signifie qu'il existe un mécanisme de correction d'erreur entre le PIB de court terme et sa valeur de long terme. Les résultats de ce test sont consignés dans le tableau suivant :

- **Tableau 3 : Test de cointégration de Johansen sur les variables PIB, Dépenses primaires, Intérêt de la dette publique et Impôt**

Selected (0.05 level*) Number of Cointegrating Relations by Model

Data Trend:	None	None	Linear	Linear	Quadratic
Test Type	No Intercept No Trend	Intercept No Trend	Intercept No Trend	Intercept Trend	Intercept Trend
Trace	1	1	1	2	2
Max-Eig	1	1	1	2	2

*Critical values based on MacKinnon-Haug-Michelis (1999)

- **Tableau 4 : Test de cointégration de Johansen sur les variables PIB, Dépenses courantes, dépenses en capital et Impôt**

Selected (0.05 level*) Number of Cointegrating Relations by Model

Data Trend:	None	None	Linear	Linear	Quadratic
Test Type	No Intercept No Trend	Intercept No Trend	Intercept No Trend	Intercept Trend	Intercept Trend
Trace	2	2	3	2	2
Max-Eig	1	2	2	0	0

*Critical values based on MacKinnon-Haug-Michelis (1999)

- **Tableau 5 : Test de cointégration de Johansen sur les variables PIB, Dépenses de prestations sociales, Intérêt de la dette et Impôt**

Selected (0.05 level*) Number of Cointegrating Relations by Model

Data Trend:	None	None	Linear	Linear	Quadratic
Test Type	No Intercept No Trend	Intercept No Trend	Intercept No Trend	Intercept Trend	Intercept Trend
Trace	2	2	2	2	2
Max-Eig	1	2	2	2	2

*Critical values based on MacKinnon-Haug-Michelis (1999)

- **Tableau 6 : Test de cointégration de Johansen sur les variables PIB, Dépenses de fonctionnement, Intérêt de la dette, dépenses en capital et Impôt**

Selected (0.05 level*) Number of Cointegrating Relations by Model

Data Trend:	None	None	Linear	Linear	Quadratic
Test Type	No Intercept No Trend	Intercept No Trend	Intercept No Trend	Intercept Trend	Intercept Trend
Trace	3	2	2	3	3
Max-Eig	1	2	2	3	3

*Critical values based on MacKinnon-Haug-Michelis (1999)

Les tests de cointégration ainsi effectués nous montrent qu'il existe au moins une relation de cointégration entre les différentes séries. Cela signifie que l'estimation d'un modèle à correction d'erreur à la Hendry est envisageable. Analysons maintenant les résultats de telles estimations.

c. Analyse des résultats et implications en termes de politique économique

Nous présentons dans cette section, quatre modèles économétriques (toutes les variables sont transformées en **logarithme** afin d'avoir des élasticités que l'on interprète en %).

Modèle 1

$$D(LPIB_t) = \beta_1 D(LDEPP_t) + \beta_2 D(LINTERET_t) + \beta_3 D(LIMPOT_t) + \beta_4 LPIB_{t-1} + \beta_5 LDEPP_{t-1} + \beta_6 LINTERET_{t-1} + \beta_7 LIMPOT_{t-1} + \beta_0 + U_t$$

Dans ce premier modèle, on considère que le Gouvernement, pour relancer l'économie française, agit sur les dépenses primaires (DEPP) ou sur les impôts (IMPOT). Il s'agit donc de voir l'impact d'une hausse des dépenses primaires sur le PIB à court et long terme. Ensuite, nous examinons l'effet d'une relance par une baisse des impôts.

Modèle 2

$$D(LPIB_t) = \alpha_1 D(LDEPF_t) + \alpha_2 D(LDPEK_t) + \alpha_3 D(LIMPOT_t) + \alpha_4 LPIB_{t-1} + \alpha_5 LDEPF_{t-1} + \alpha_6 LDPEK_{t-1} + \alpha_7 LIMPOT_{t-1} + \alpha_0 + V_t$$

Ce modèle permet de cibler trois instruments dans la politique de relance budgétaire : les dépenses de fonctionnement de l'Administration (DEPF), les dépenses d'investissements publics (DPEK) et les impôts (IMPOT). Cela nous permettra de répondre aux questions suivantes :

- quel est l'impact d'une augmentation des dépenses de fonctionnement à court et long terme sur le PIB effectif ?
- est-ce que la relance par les investissements publics constitue une mesure efficace dans un contexte de chômage très élevé et de faible croissance économique ?
- que se passerait-il dans l'économie française lorsque le Gouvernement accroit les dépenses de fonctionnement et finance cette hausse des dépenses par une hausse des impôts ?

Modèle 3

$$D(LPIB_t) = \mu_1 D(LDEPC_t) + \mu_2 D(LDPEK_t) + \mu_3 D(LIMPOT_t) + \mu_4 LPIB_{t-1} + \mu_5 LDEPC_{t-1} + \alpha_6 LDPEK_{t-1} + \alpha_7 LIMPOT_{t-1} + \mu_0 + \theta_t$$

On décompose, dans ce modèle, les dépenses globales en dépenses courantes (DEPC) et en dépenses en capital (DPEK). En respectant la règle d'or des finances publiques, on examine les comportements de l'économie française lorsque le Gouvernement agit sur les dépenses courantes ; ensuite lorsque le Gouvernement modifie simultanément les dépenses courantes et les impôts.

Modèle 4

$$D(LPIB_t) = \lambda_1 D(LPSTAT_t) + \lambda_2 D(INTERET_t) + \lambda_3 D(LDPEK_t) + \lambda_4 D(LIMPOT_t) + \lambda_5 LPIB_{t-1} + \lambda_6 PRESTAT_{t-1} + \lambda_7 INTTERET_{t-1} + \lambda_8 LDPEK_{t-1} + \lambda_9 LIMPOT_{t-1} + \lambda_0 + \theta_t$$

Ce modèle permet d'étudier l'impact d'une hausse des dépenses de prestations sociales qui représentent, en 2015, 31,2% du PIB de la France ; donc, plus de la moitié des dépenses publiques qui font 57,6% du PIB. Egalement, ce modèle permet de capter les effets simultanés d'une hausse des prestations sociales financée par une augmentation des impôts à court et long terme.

Les résultats des estimations sont résumés dans le tableau suivant :

Modèle 1 : Var. dépendante = D(LPIBt) R ² = 0,70			Modèle 2 : Var. dépendante = D(LPIBt) R ² = 0,64		
Variables	Coeff	T-stat	Variables	Coeff	T-stat
D(LDEPP _t)	-0,37	-4,71	D(LDEPF _t)	-0,24	-1,78
D(LINTERET _t)	-0,01	-0,47	D(LDPEK _t)	0,05	1,37
D(LIMPOT _t)	0,25	4,97	D(LIMPOT _t)	0,32	4,59
LPIB _{t-1}	-0,10	-2,14	LPIB _{t-1}	-0,18	-2,55
LDEPP _{t-1}	-0,11	-3,02	LDEPF _{t-1}	-0,15	-2,4
LINTERET _{t-1}	-0,01	-0,92	LDPEK _{t-1}	0,05	1,91
LIMPOT _{t-1}	0,13	3,19	LIMPOT _{t-1}	0,16	3,13
Constante	0,72	3,03	Constante	1,05	3,16
Modèle 3 : Var. dépendante = D(LPIBt) R ² = 0,72			Modèle 4 : Var. dépendante = D(LPIBt) R ² = 0,75		
Variables	Coeff	T-stat	Variables	Coeff	T-stat
D(LDEPC _t)	-0,33	-3,14	D(LPRESTAT _t)	-0,30	-3,44
D(LDPEK _t)	0,05	1,42	D(LINTERET _t)	0,00	-0,02
D(LIMPOT _t)	0,34	5,67	D(LDPEK _t)	0,06	1,87
LPIB _{t-1}	-0,15	-2,51	D(LIMPOT _t)	0,31	4,58
LDEPC _{t-1}	-0,18	-3,62	LPIB _{t-1}	-0,20	-3,55
LDPEK _{t-1}	0,07	2,84	LPRESTAT _{t-1}	-0,14	-3,4
LIMPOT _{t-1}	0,16	3,89	LINTERET _{t-1}	-0,02	-1,97
Constante	1,03	3,59	LDPEK _{t-1}	0,08	2,49
			LIMPOT _{t-1}	0,18	4,33
			Constante	1,08	3,92

Les modèles ECM ainsi spécifiés sont valables puisque les coefficients de correction d'erreur sont négatifs, significativement différents de 0 et strictement inférieurs à 1 en valeur absolue dans chaque modèle. Le coefficient de correction d'erreur revêt une importance capitale dans l'analyse des problèmes économiques. Il indique en effet que les déséquilibres entre le PIB et les variables d'instruments de politique budgétaire se compensent à long terme de sorte que les séries ont des évolutions similaires.

En calculant la moyenne des coefficients de correcteur d'erreur sur les 4 modèles, on trouve une valeur de 0,165. Ce coefficient, qui représente la force de rappel vers l'équilibre de long terme, signifie que l'on arrive, en France, à ajuster en moyenne 16,5% du déséquilibre entre le PIB potentiel et le PIB effectif à travers les instruments de politique budgétaire. Autrement dit, en France, les chocs sur le PIB se corrigent par l'effet de « feedback » à hauteur de 16,5%. Un choc constaté sur le PIB effectif est donc entièrement résorbé au bout de 6 ans (1/0,165 soit 6 ans). Ce résultat n'est pas surprenant, car depuis que l'austérité budgétaire a été lancée en 2008, les gouvernements peinent toujours à rétablir l'équilibre des finances publiques malgré leurs efforts considérables.

- Les résultats du modèle 1 nous montrent que la hausse des dépenses primaires de 1% en France se traduit à court terme par une baisse du PIB effectif de 0,37%. A long terme, cela

entraînerait une baisse du PIB potentiel de 1,1%. Si on décompose les dépenses primaires en dépenses de fonctionnement et en dépenses en capital public, on observe également que les multiplicateurs budgétaires sont toujours négatifs. Ainsi, lorsque la cible du Gouvernement dans le cadre de sa relance porte sur les dépenses de fonctionnement, on constate qu'une hausse de 1% de ces dépenses se traduit par une baisse de l'activité économique à court terme de 0,214%, tandis que les effets de long terme seraient 0,83% ;

- Une relance par les dépenses en capital public n'est pas significative à court terme, car les estimations montrent que le T-Student associé à la variable « Dépenses en capital (DEPK) » est significativement égal à 0 dans les quatre modèles. Néanmoins, elles ont un impact significatif et positif sur la croissance à long terme ;

- On note toutefois que les prestations sociales, qui représentent plus de la moitié des dépenses budgétaires, ne constituent pas une bonne cible pour relancer la croissance à court terme en France. En effet, une augmentation de 1% de ces dépenses se traduit par une réduction du PIB effectif de 0,30%. Cela est dû au fait que les bénéficiaires de ces prestations consacrent une bonne partie de leurs ressources à l'épargne qui constitue une fuite importante dans l'économie. Ainsi, lorsque les prestations sociales ne sont pas toutes consommées, il s'ensuit une baisse de la consommation totale et par conséquent de la demande globale, ce qui réduit leur impact positif sur l'activité économique à court terme.

Ces résultats ont de fortes implications en termes de politique économique. Ils témoignent, de manière générale, qu'une relance de type keynésien n'est pas aujourd'hui adaptée à l'économie française. En présence de déficit et de dette excessifs, la politique du Gouvernement est devenue inefficace avec des multiplicateurs budgétaires qui sont négatifs, influençant négativement l'activité économique à court terme. Quelques arguments peuvent être avancés pour expliquer les multiplicateurs négatifs :

- face à des déficits et des taux d'endettement excessifs, les programmes d'austérité budgétaire engagés collectivement par l'ensemble des pays de la zone ont tendance à créer des effets négatifs sur l'activité économique de certains d'entre - eux. En effet, les ajustements budgétaires en vue d'un rééquilibrage des finances publiques constituent un blocage par rapport au développement des échanges intra-zone et affaiblissent davantage l'activité économique des pays de la zone dont la croissance est tirée considérablement par le secteur extérieur ;

- après la récente crise économique qui a mis à nu les déséquilibres permanents de finances publiques, le Gouvernement français s'est lancé dans un programme de rigueur budgétaire qui faisait totalement abstraction de la position du cycle dans l'économie. Ce

mauvais départ pour limiter la dégradation du déficit et de la dette en situation de conjoncture défavorable a été fatal à la France dans la mesure où son taux de chômage, son déficit et sa dette publique sont en hausse permanente depuis 2008. Le taux de chômage passe de 7,8% en 2008 à 9,9% en 2016, et la dette publique de 68,1% en 2008 à 98,4% du PIB au deuxième trimestre de 2016, soit une augmentation de 30,3 points en 7 ans et 6 mois ;

- les politiques budgétaires expansives en bas de cycle viennent le plus souvent à contre-courant ou bien s'arrêtent de manière brusque en raison des difficultés économiques conjoncturelles ;

- le financement de la politique budgétaire conduit aujourd'hui à des effets négatifs sur l'activité économique. L'État est un acteur économique potentiel comme les entreprises et les ménages. Et d'ailleurs, il doit jouer un rôle prépondérant dans le processus de croissance économique comme l'a montré la récente crise économique. A cet effet, quand il est en situation de déficit, il a très souvent recours au marché financier, concurrençant ainsi le secteur privé. Puisqu'il présente des garanties très sûres dans les marchés de capitaux, il sera servi en priorité par les prêteurs, réduisant ainsi les disponibilités pour les autres demandeurs de fonds. Face à une offre inchangée, on assiste à une hausse des taux d'intérêt ; ce qui rend les capitaux plus cher pour les agents économiques privés et réduit forcément les éventuels effets positifs de toute politique de relance. Il s'agit ici des effets ricardiens qui freinent considérablement les activités du secteur privé et affaiblissent l'évolution de l'activité économique.

Conclusion

Ce papier s'était fixé pour objectif d'évaluer, à la suite de la récente crise, l'impact de la politique des finances publiques du Gouvernement français sur l'activité économique à court terme et long terme. Il s'agissait dans une certaine mesure de voir si les politiques d'inspiration keynésienne tiennent toujours rigueur en France, dans un contexte économique marqué par un taux de chômage élevé, un déficit et une dette excessifs au sens du Traité de Maastricht. Afin de ressortir les effets de court et de long terme dans les différentes estimations, nous avons mis en place un modèle à correction en identifiant 4 cibles du Gouvernement : les dépenses courantes, les dépenses primaires, les dépenses de fonctionnement et les dépenses de prestations sociales. Les résultats de nos estimations nous montrent que les multiplicateurs associés à ces 4 instruments de la politique budgétaire sont aujourd'hui négatifs en France. Autrement dit, une politique budgétaire de relance impacte négativement la croissance à court et long terme en France, quel que soit l'instrument budgétaire utilisé. Cependant, si le Gouvernement s'intéresse à la croissance potentielle de long terme, il serait plus opportun de cibler les dépenses

d'infrastructures économiques. En effet, à long terme, toute augmentation des dépenses d'investissement public d'1% se traduit par une hausse du PIB potentiel de 1,14% soit, [-0,07/-0,05]. Par contre, à court terme, les investissements publics ne constituent pas un véritable outil de relance de l'économie française ; d'ailleurs, le multiplicateur des investissements publics n'est significatif à court terme dans aucune des équations. Face à de tels résultats et compte tenu du contexte actuel de lutte contre le chômage qui ne cesse de progresser, il devient important d'opérer des choix dans l'orientation de la politique du Gouvernement. Les pistes proposées à cet effet sont les suivantes :

- réduire les interventions militaires de l'armée française à l'étranger pour accroître davantage les investissements économiques sur le territoire français et diminuer ainsi le chômage. La réalisation d'investissements publics de qualité devrait cibler les secteurs porteurs de croissance comme le BTP, la technologie innovante, la recherche ; ce qui permettrait de recruter les jeunes diplômés formés dans ces secteurs qui connaissent un essor de plus en plus important, surtout dans les DROM-COM (les départements et régions et collectivités d'outre-mer), ou les DOM-TOM (les départements et territoires d'outre-mer) ;
- augmenter les mesures d'accompagnement pour la population active inoccupée bénéficiant des allocations sociales ou des prestations familiales. Ces mesures devront se traduire par une hausse des formations professionnelles qualifiantes, l'accompagnement et le suivi dans la création de petites et moyennes entreprises au niveau national, le développement des activités favorisant les exportations ; ce qui permettrait à la France de mieux tirer profit des avantages de l'intégration économique régionale et de la mondialisation ;
- la réduction du budget du Parlement de la cinquième République qui fonctionne avec des effectifs pléthoriques dans un contexte d'extrême rareté des ressources financières. Le budget de la Présidence de la République en 2015 était de 100 millions d'euros, celui de l'Assemblée Nationale à 518 millions (pour 577 députés), celui du Sénat à 324 millions d'euros (pour 384 Sénateurs) et celui du Conseil économique, social et environnemental à 40,83 millions d'euros. En économisant 100 millions d'euros sur le budget de ces institutions, il serait possible de recruter 83 300 personnes avec le SMIG. Ne serait-il pas mieux de fixer les effectifs de ces institutions ou de définir leur budget en fonction des performances économiques du pays, notamment en termes de croissance, de taux de chômage et d'endettement ?

Des réflexions s'invitent, aussi, aujourd'hui sur la coopération internationale. Certes, intervenir à l'étranger à travers des opérations militaires permettrait de renforcer la coopération vis-à-vis des pays partenaires et d'avoir une certaine crédibilité sur le plan international. Mais, il faut

comprendre que la règle des finances publiques implique que toute dépense publique supplémentaire doit être financée, soit par une hausse des impôts et taxes, soit par une hausse de la dette publique que les générations futures devront payer. Chaque choix a cependant son coût :

- augmenter les impôts et taxes au-delà de leur niveau actuel signifie augmenter le coût de la vie des ménages, baisser leur niveau de consommation, leurs investissements, décourager l'initiative privée, affaiblir la production des entreprises et par conséquent, la croissance économique du pays ;
- augmenter les cotisations sociales patronales signifie diminuer le niveau de production des entreprises et donc favoriser le chômage ;
- accroître davantage la dette publique (qui a atteint 98% du PIB en 2018), c'est priver les générations futures d'une meilleure éducation, d'un accès à des investissements de qualité, rendre leur vie plus cher par une hausse des impôts afin de rembourser la dette. Avec son niveau d'endettement très élevé, la France est sanctionnée de deux manières : par un coût de la vie plus élevé et un chômage permanent.

La gestion des finances publiques de l'économie française demande aujourd'hui plus de subtilité et impose des choix cohérents et rationnels. « *Choisir ne veut pas dire forcément éliminer ceci ou cela, mais réduire ici et parfois augmenter, Pierres MENDES FRANCE (1953)* ».

BIBLIOGRAPHIE

BIALES M & al (2007). Notions fondamentales d'économie. **FOUCHERBEDART M. & al (2015)**. La réduction des dépenses publiques favorise la croissance économique. Institut Economique de Montréal (IEDM)

CHAMPSAUR P. & COTIS J P. (2010). Rapport sur la situation des finances publiques en France. INSEE et Autorité de la statistique publique, Avril 2010.

CORSETT G. & al (2012). What determines government spending multipliers?. *IMF working paper*

COURNEDE B. et al (2013). How to achieve growth- and equity-friendly fiscal consolidation? A proposed methodology for instrument choice with an illustrative application to OECD countries. OECD Economics Department Working Paper 1088

CREEL J. & al (2011). Petit précis de politique budgétaire par tous les temps. Revue de l'OFCE, n° 116

DUCHENE S. & LEVY D. (2003). Solde "structurel "et "effort structurel" : un essai

d'évaluation de la composante "discrétionnaire" de la politique budgétaire. Analyses Économiques N°18

FRAGONARD B. (2013). Rapport sur les aides aux familles. Rapport du Président du Haut Conseil de la famille.

GAGNE R. & al (2015). Croissance et austérité budgétaire. Rapport de l'Institut du Québec,

GUPTA S. & al (2005). Fiscal policy, expenditure composition, and growth in low-income countries. Journal of International Money and Finance, 24(2005), 441 – 463

HUART F. (2011). Les politiques budgétaires sont-elles contracycliques dans la zone Euro ?. Revue OFCE, N° 116

International Monetary Fund (2015). Fiscal policy and long-term growth. IMPF policy paper,

MANKIW N. G. & al (1995). A contribution to the empirics of economic growth », Quarterly Journal of Econometrics, CVII, 407-437,

MATHIEU C. & STERDYNIK H. (2003). Réformer le Pacte de Stabilité : l'état du débat. Revue de l'OFCE N°84,

MOATI S. (2012). L'austérité budgétaire à quel prix ?. Alternatives économiques n°318,

NATET M. & al (2014). Les dépenses publiques constituent – elles la clé d'un assainissement réussi ?. Revue économique **OCDE (2009).** Rapport d'étude sur la Zone Euro. Revue économique de l'OCDE. Janvier

ORSONI G. & VIessant C. (2005), Eléments de finances publiques », ECONOMICA,

PAUL L. & PAVOT J. (2006). La maîtrise de la croissance des dépenses : un facteur clé pour les finances publiques. Bulletin de la Banque de France n°154. Octobre 2006.

SORENSEN B. E., WU L. & YOSHA O. (2001). Output fluctuations and fiscal Policy: US State and local governments to 1978- 1994. European Economic Review, vol 45, 2001.

STERDYNIK H. & CREEL J. (1995). Les déficits publics en Europe ; Causes, conséquences ou remèdes à la crise. Revue de l'OFCE N°54. Juillet 1995.